



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 24 juin 2022

**portant prescriptions complémentaires à la sté BBC Cellpack Packaging pour ses installations
d'Illfurth**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article L.181-14,

Vu les actes administratifs encadrant l'exploitation des installations de la société BBC Cellpack Packaging (ex CFS Cellpack Packaging) et en particulier l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées à la société CFS une unité de façonnage du papier à Illfurth,

Vu le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées du 12 avril 2022,

Considérant que suite à l'incendie survenu sur le site le 8 mars 2022, l'inspection des installées classées a constaté qu'une partie des eaux d'extinction incendie a été rejetée vers le réseau communal sans être analysée au préalable afin de vérifier qu'elle satisfaisait aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public, délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau,

Considérant que les prescriptions encadrant actuellement le site n'imposent pas explicitement l'obligation de contrôle de la compatibilité des eaux avec le milieu récepteur ou le réseau communal,

Considérant tout ce qui précède qu'il y a lieu de compléter les prescriptions applicables aux installations de la société BBC Cellpack Packaging d'Illfurth,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société BBC Cellpack Packaging (ex CFS Cellpack Packaging), dont le siège social est 20 rue Burnkirch – BP29 – 68720 ILLFURTH, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : Les dispositions de l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral n° 993313 du 29 décembre 1999 modifié, sont complétées par les dispositions suivantes :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les eaux, ainsi collectées, ne peuvent être rejetées au milieu récepteur ou dans le réseau qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, du traitement approprié. Sinon, les eaux sont éliminées en tant que déchet dans les filières appropriées.

Article 5 :

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 6 :

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie d'Illfurth pour y être consultée. Un extrait est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Illfurth. Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Délais et voies de recours (article R.181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou

hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire d'Ilfurth et le directeur de la DREAL- Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Colmar le 24 juin 2022

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT